

Faut-il arrêter le progrès technique ?

Au feu les robots, la fibre et les datas! Pas si vite, répond le député La France insoumise François Ruffin dans son dernier ouvrage, "Leur progrès et le nôtre"*. Il en discute avec le philosophe Jean-Claude Michéa, inlassable critique de ce qu'il nomme la "religion du progrès".

PROPOS RECUEILLIS PAR KÉVIN BOUCAUD-VICTOIRE

Marianne: En quoi l'instauration de la 5G pose-t-elle problème?

Jean-Claude Michéa : Ce qui «pose problème» dans ce tournant de la 5G qu'Emmanuel Macron n'hésite pas à célébrer comme «un levier formidable d'accélération pour un monde plus inclusif», ce sont d'abord les innombrables nuisances qui lui sont intrinsèquement liées. Nuisances qui concernent à la fois notre santé (une progression inquiétante, notamment, de la pollution électromagnétique), les équilibres naturels (songeons aux fabuleuses quantités d'énergie et de métaux rares - sans parler des millions d'antennes terrestres et des dizaines de milliers de nouveaux satellites - qui seront nécessaires pour faire fonctionner un système capable de connecter, 24 h/24, un million d'objets par kilomètre carré) et, last but not least les conditions mêmes de toute vie commune et de notre humanité. Un monde intégralement artificialisé - et dans lequel «tout serait connecté avec tout» - ne signifie pas seulement, en effet, un contrôle social accru des individus et la fabrication en série de «crétins diétaux» hypnotisés par l'univers des écrans implique aussi, à terme, la disparition graduelle de tous ces espaces de vie où les gens ordinaires conservent encore la possibilité et l'habitude de penser et d'agir par eux-mêmes. Car il ne faut pas s'y tromper. Sous le règne tentaculaire de la 5G, ce sont bien les gestes les plus élémentaires de la vie quotidienne - cuisiner un plat, parler à un ami, conduire un véhicule, ouvrir une porte - qui devront très vite être tenus pour inconcevables (aussi inconcevables, en somme, que la vie sans Smartphone pour un adolescent moderne) sans la médiation perpétuelle d'algorithmes et de prothèses technologiques sur lesquels nous n'aurons aucune prise.

Cela dit, il me semble que l'objectif de François Ruffin, dans son livre, était moins de dresser le catalogue de tout ce qui «pose problème» dans la mise en place de la 5G (il existe déjà d'excellents essais sur le sujet) que d'inciter le lecteur à réfléchir sur deux autres points fondamentaux. D'une part, le fait que l'actuelle croisade de la classe dominante - et donc de tous ses seconds couteaux médiatiques - en faveur de la 5G constitue un exemple chimiquement pur de cette religion du progrès, de la

croissance et de l'innovation (trois idées-forces qui - soit dit en passant - s'inscrivent toutes dans l'héritage originel de la gauche) sur laquelle repose, depuis la révolution industrielle, ce que le philosophe marxiste allemand Robert Kurz appelait la «dynamique aveugle du capital ». Et, de l'autre, le fait que cette religion du progrès est elle-même travaillée par une contradiction insurmontable (Orwell a écrit des pages lumineuses là-dessus) puisque ce qui devait logiquement, au départ, n'y relever que de l'ordre des moyens - par exemple la mise au point incessante de «nouvelles technologies » - finit toujours, à la longue, par y apparaître comme la seule fin réellement digne d'être poursuivie. Inutile de dire que, sur tous ces points, je rejoins entièrement François Ruffin. «Le Progrès marche », notait Hugo dans *les Misérables*. Certes. Mais à la façon d'un canard sans tête !

François Ruffin: Tout à fait, vous avez bien compris mon intention. Je dirais presque que mon « problème », avec la 5G, est métaphysique. On nous dit qu'il faut «accélérer», «avancer», «faire la course en tête», mais vers quoi? Vers quel horizon? « Nous sommes au bord du gouffre, camarades... faisons un pas en avant! »

Je voudrais partir d'une phrase, prononcée par Cédric O, le secrétaire d'État à la Transition numérique: «La crise offre l'opportunité d'une transformation plus volontaire encore. » Le moment que nous traversons est, pour eux, pour les chantres de la start-up nation, une aubaine. Grâce au virus, l'école devient «numérique», l'université, «distancielle», le travail, «télétravail», le commerce, «click and collect »... Bref, une «transformation» s'opère, mais est-elle franchement «volontaire»? Ou qui la veut? Qui veut quoi? Pas Thierry, en tout cas, restaurateur amiénois : «On passe des commandes en ligne, on prend des apéros en ligne, bientôt on baisera en ligne... Avec le Covic notre société a gagné vingt ans.» C'est une brève de comptoir, mais ce propos de bistrot, je veux le prendre au sérieux, je veux entendre ce qu'il dit profondément, ce qu'il dit sans le dire, en riant: «Notre société a gagné vingt ans.» Mais, dans son esprit, c'est plutôt une perte: à une avancée technologique répond, d'après lui, un recul humain. En fait, c'est un vide qu'on ressent. «Que nous est-il permis d'espérer ?» Nous avons espéré, depuis deux siècles, la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, sans forcément les atteindre. Nous avons espéré, avec moins de majuscules, l'école pour tous, les vacances pour tous, les soins pour tous, la culture pour tous. Que nous reste-t-il à espérer, aujourd'hui, d'après nos dirigeants ? Le dernier iPhone et la 5G. Voilà leur progrès. Voilà de quelle misère ils habillent un ciel trop vide, un avenir stupide.

Selon vous, François Ruffin, il faudrait en discuter démocratiquement.

F.R.: La voiture, le grand plan autoroute, le tout camion... La télévision, l'ordinateur personnel... La chimie, la mécanique dans l'agriculture... Les centrales nucléaires... Les techniques modèlent toute notre vie. Et pourtant, quand sont-elles débattues ? Quand font-elles l'objet de discussions publiques, polémiques, conflictuelles si besoin ? Quand passent-elles au filtre de la démocratie ? Jamais. Comme si elles se tenaient hors du politique, apolitiques, comme si elles n'étaient pas un choix, comme si elles allaient de soi. Ces orientations, essentielles, et peut-être justement parce qu'elles sont essentielles, ne font l'objet d'aucun scrutin, d'aucun référendum, d'aucune élection, elles demeurent dans l'ombre. Elles s'imposent par une techno-structure, Bercy et les lobbys, les rouages bureaucratiques de l'État et les puissances financières. «À quoi bon ? nous dira-t-on. On n'arrête pas le progrès. » D'abord, c'est faux, on l'arrête parfois : les OGM, le clonage humain. C'est à la démocratie de faire le tri dans les applications, Uber déclaré illégal à Bruxelles, Airbnb interdit à Berlin, la reconnaissance faciale refusée à San Francisco... Les citoyens doivent être consultés, mais avant tout les travailleurs, parce que c'est sur eux, en premier lieu, que les technologies vont tomber. Dans les entrepôts logistiques, les commandes vocales « libèrent »-elles les caristes ? Les caisses automatiques « libèrent »-elles les caissières ? Les algorithmes, qui fixent les plannings, qui contrôlent les intonations, « libèrent »-ils les téléconseillers des centres d'appels ? Les véhicules autonomes « libéreront »-ils les routiers ? Ce n'est pas à moi d'en décider, c'est à eux. Mais ils n'ont pas voix au chapitre... « Le véritable enjeu, c'est finalement de déterminer ce que nous autres travailleurs acceptons comme un "progrès" ». C'est un tract tiré par les dockers de San Francisco en 1971, pendant leur grève. « Des systèmes et des modes d'organisation "économiques en main-d'œuvre" : voilà ce que notre employeur appelle "progrès". Mais si ce "progrès" n'est pas contrebalancé, le résultat sera que notre patron fera la queue à la banque pour toucher des profits encore plus mirobolants tandis que nous ferons la queue aux guichets des agences pour l'emploi et des services sociaux ».

J.-C.M.: D'un point de vue libéral, le fait que la décision de « passer à la 5G » soit ainsi soustraite à tout débat démocratique ne soulève aucun problème. Il suffira par exemple de dire qu'il s'agit là d'une question purement technique et qu'à ce titre elle relève de la seule compétence des « acteurs du numérique ». Ou encore - comme après le référendum de 2005 - que le pouvoir du peuple s'arrête nécessairement là où commence celui de l'« État de droit » (c'est-à-dire - selon le nouveau sens médiatique que ce terme a pris depuis la chute du mur de Berlin - celui d'un gouvernement des juges, des « sages » et des « experts » sur lequel aucun contrôle populaire ne doit pouvoir s'exercer) sous peine de se transformer en « tyrannie de la majorité » : on sait, en effet que sous un

régime libéral, le seul droit susceptible d'être développé à l'infini est celui des «minorités». Mais vous n'imaginiez quand même pas, en me posant cette curieuse question, que j'allais valider un tel tour de passe-passe idéologique!

Le progrès technique relève-t-il de la croyance?

J.-C.M.: Bien sûr que non ! C'est par exemple un fait indiscutable que la technique chirurgicale a considérablement progressé depuis Ambroise Paré. Le problème, c'est qu'on peut en dire autant - d'un strict point de vue technique - des perfectionnements successifs de la chaise électrique ou de l'invention de la «maison connectée». Ce qui relève de la simple croyance, c'est donc avant tout l'idée - née au sein de la philosophie des Lumières - selon laquelle toute «avancée» de la technique - ou de la grande industrie - constituerait par définition un progrès civilisationnel et un pas supplémentaire dans l'émancipation du genre humain. C'est une telle croyance qui conduisait par exemple Avital Ronnel - une représentante typique de cette nouvelle gauche américaine «inclusive» qui fascine tant l'Unef - à soutenir récemment (on attend avec impatience ses analyses de la 5G - que «chaque technologie porte en elle un discours féministe» ! On ne saurait effectivement confondre de façon plus macronienne l'idée qu'«on n'arrête pas le progrès » et l'idée qu'on n'arrête pas le capitalisme !

F.R. : On est bien d'accord, le mot « progrès » entretient une confusion: il nous faut distinguer «avancée technique» et «progrès humain». Et, justement, que se passe-t-il en ce moment ? Nous assistons à la disjonction entre les deux : depuis Hiroshima et Fukushima, depuis le glyphosate et l'Erika, mais encore davantage avec le réchauffement du climat, les «avancées techniques» ne sont plus synonymes, plus automatiquement, de «progrès humain». Très profondément, très intimement, le lien entre les deux s'est rompu.

À cause de la catastrophe en cours, certes, mais à cause, également, d'un décrochage : depuis les années 1970, en France, le PIB a plus que doublé, l'informatique est entrée dans tous les foyers, la société s'est automatisée. Mais les «indices de bien-être», eux, ne se sont pas améliorés, ils ont stagné. Dès lors, une évidence s'est répandue, popularisée : la technologie ne fait plus le bonheur. La relation entre les deux ne va plus de soi... sauf pour nos dirigeants ! Et je relève, en effet, dans la langue d'Emmanuel Macron, un «messianisme du numérique». Il est le Moïse de la start-up nation, veut faire de notre vieux pays le peuple élu du digital. C'est pour lui un acte de foi, ça ne se discute pas. Mais, quand les citoyens de la Convention climat déclarent la 5G «sans réelle utilité», c'est pour lui un blasphème. Il les excommunie, les traite en hérétiques : des «amish».

Dans votre livre, François Ruffin, vous tentez d'esquisser un autre progrès que celui qui nous est offert. Quels en sont les contours?

F.R. : Quelle fut la grande œuvre de l'après-guerre ? L'eau courante, l'électricité, le frigo furent des apports importants, c'est évident. Mais au-delà: une malédiction millénaire fut vaincue. Jusqu'alors, vieillir, vieillir dans les classes populaires, c'était synonyme de misère. Et, en vingt-cinq ans, grâce aux retraites, le taux de pauvreté chez les personnes âgées fut divisé par quatre, il passait sous la moyenne nationale, une fatalité ancestrale était brisée.

C'est ce fil qu'il ne faut pas lâcher, quitte à énoncer des banalités : permettre à chacun, des plus jeunes aux plus vieux, de se nourrir, de se loger, de se soigner, de se former, tout cela dignement. Que l'on retrouve du temps pour s'occuper des siens, et des autres : 65 % des Français ont le sentiment que «le monde va trop vite», 58 % «aspirent à ralentir»... quand les dirigeants ne nous parlent que d' «accélération».

Et, de même, alors qu'Emmanuel Macron et sa bande rêvent de «vaste réseau numérique neural», quelle est la maison rêvée des Français ? «Un cocon chaleureux pour la famille». Puis viennent «un espace en harmonie avec la nature» (29 %), «un lieu de vie écologique» (22 %)... À la traîne, tout en queue de peloton, arrivent «un espace high-tech et connecté» (15 %) et «un espace intelligent et autonome qui sait se gérer tout seul» (14 %). Voilà les propositions les moins applaudies. Quel fossé entre le monde qu'ils nous préparent et celui qu'on désire ! Deux «progrès», et deux projets s'affrontent.

J.-C.M.: Je ne vois pas, pour ma part, ce qu'on gagne vraiment à conserver le vieux vocabulaire «progressiste du XIXe siècle, tant il me semble lié à l'idée religieuse - ou positiviste - d'une marche en avant automatique de l'Histoire vers un «avenir radieux». Je préfère donc, et de loin, la position d'Orwell, quand il rappelait, en 1946, qu'on ne peut «utiliser avec discernement les produits de la science et de l'industrie» que si «on applique à tous le même critère: cela me rend-il plus humain ou moins humain ? » Mais cela suppose, bien sûr, qu'on ait déjà quitté le terrain miné de la logique capitaliste ! □

PROPOS RECUEILLIS PAR K.B.-V.

* Leur progrès et le nôtre. De Prométhée à la 5G, Seuil, 176 p., 12 €.

16 au 22 avril 2021 / Marianne / 63